

## Le CCE en bref

Le dernier CCE de 2016 s'est tenu mercredi 14 et jeudi 15 décembre au siège de France Télévisions. À l'ordre du jour, de nombreux points : budget, emploi, plan de formation, mais aussi la fin de l'info consultation sur le projet de réforme du réseau France 3...et bien d'autres sujets !

Vos élus Force Ouvrière vous proposent, en quelques lignes, ce qu'il faut retenir de ces deux jours de débat.

---

Au préalable, à l'issue des déclarations liminaires, Delphine Ernotte Cunci a salué le succès de France Info, après 3 mois à l'antenne. Le plus impressionnant, c'est que la différence avec les autres chaînes d'info a été perçue immédiatement ; "les salariés peuvent être fiers !"

D'autres succès vont dans le même sens : le score de France 5 malgré le départ d'Yves Calvi sur LCI, les belles perf de France 4 après les heures d'école, la réussite des rendez-vous politiques, notamment durant la primaire de droite...

"Même si on en prend parfois plein la figure (via du France TV bashing injuste), nous pouvons être fier de ce que nous faisons" a-t-elle ajouté.

Même chose concernant les 23 recommandations de la Cour des Comptes, 12 sont déjà mises en œuvre, et 3 concernent des sujets sur lesquels nous n'avons pas la main...

Enfin, la Présidente a rappelé qu'il était essentiel d'amplifier l'ancrage régional de France 3, et tisser des liens avec nos téléspectateurs.

---

### LE POINT SUR LES GRILLES RÉGIONALES

Principale évolution en janvier : les 2 cases du mercredi matin, pour des rediffusions de mag et documentaires.

Pour le reste, pas de changement majeur !

La dernière PAE, sur la fête des Lumières à Lyon a été performante : 11% de part d'audience, pour une émission "bien produite" ! D'autres succès plus anciens sont à ajouter, comme le prime sur la Côte d'Azur suite aux inondations.

## QUEL DEVENIR POUR LES LOCALES ?

Sur l'idée de supprimer le générique, la direction nous précise qu'il faut absolument améliorer la fluidité entre les journaux. Le simple fait de dire "fin de cette édition" nous fait perdre 20% du public présent.

FO attire l'attention de la nécessité de veiller à réfléchir à certains aspects, notamment dans les antennes qui diffusent des sujets de locale dans les JT : c'est plus gênant s'il n'y a plus de générique !

Sur les locales toujours, il est précisé qu'aucune décision ne sera prise sur leur avenir au plan national. Les futurs DR devront réunir des groupes de travail, et en discuter.

Les élus déplorent une certaine hypocrisie à ce sujet : d'un côté, tel est le discours, et de l'autre, des économies substantielles sont possibles si des locales disparaissent !

Les élus rappellent que l'attachement du public envers les locales est très fort...quand il n'y a pas de problème pour les recevoir. À ce sujet, nous rappelons que les locales ne sont reçues que via la TNT (et quelques box), et que la direction nous redit ne pas avoir, en l'état, le souhait d'injecter les 6 millions d'euros pour financer la diffusion sur toutes les box et le satellite.

Enfin, les élus ont demandé qu'une prochaine commission "programmes régionaux" soit consacrée à ce sujet des locales.

2

## PARTENARIATS AVEC DES ACTEURS TELS QUE LES CONSEILS RÉGIONAUX

FO soulève le problème d'une émission culturelle, en Bretagne, qui suite à la passation d'un partenariat est désormais produite en externe. Les élus répètent que France 3 ne doit n'être qu'un canal de diffusion.

La présidente nous dit ne pas donner de mot d'ordre à ce sujet. C'est la responsabilité des futurs DR (même si elle se dit prête à apporter son aide). Bien souvent, l'intérêt des régions est différent du nôtre : leur but est d'aider des producteurs locaux à pouvoir travailler ; mieux vaut toutefois passer ces partenariats quand même, nous explique-t-on, plutôt que de les voir partir dans le privé.

De même, les DR des régions frontalières sont invités à passer aussi des partenariats avec les chaînes voisines à l'étranger.

## QUELLES CASES POUR LES PRISES D'ANTENNE EXCEPTIONNELLES ?

Bien souvent, les événements qui nous intéressent sont en fin de semaine, et souvent, ces PAE sont proposées le samedi après-midi. Mais aucun bel événement ne doit nous échapper, si on souhaite le couvrir, et ce quel que soit le jour.

Par exemple, dans le Sud-Ouest, nous continuerons à nous intéresser au rugby le dimanche après-midi. « Si on peut faire, on fait ».

## LA HD

On nous annonce la date de 2019, région par région. Le multiplex R1, qui diffuse le réseau France 3, est le plus propre (et donc le moins sujet au brouillage).

La problématique touche aussi le réseau Outre-Mer. La situation est différente selon qu'il s'agit du satellite (là ce n'est qu'un problème de coût) ou du réseau TNT (où là vient s'ajouter en plus le besoin d'une autorisation de l'État).

Le coût exact pour l'Outre-Mer : 1,6 million au départ, puis 700.000 tous les ans... Aujourd'hui, ces sommes ne sont pas dans le budget, mais la direction nous dit avoir la problématique en tête. Le sujet sera évoqué à nouveau au prochain CCE.

## LE POINT SUR LES GRILLES OUTRE MER

Globalement, les programmes sont ambitieux, et les audiences sont bonnes, sauf à Réunion 1ère (qui a subi un grand manque de stabilité, avec de multiples changements d'équipes).

Des élus s'étonnent du calendrier morcelé : rentrée en octobre, un arrêt en novembre, un autre le 4 décembre, pour une reprise à la mi-janvier... On n'imagine pas cela sur une chaîne nationale telle que France 2 !

## QUID DE FRANCE Ô ?

Nouvel objectif pour la chaîne : être le reflet des identités d'Outre-Mer...

Question des élus : pourquoi poursuivre la diffusion de "Plus belle la vie" et de télénovellas ?

Plusieurs raisons, nous explique t'on :

- il existe un stock, et un virage sur une chaîne ne s'effectue pas en un jour
- en plus, "Plus belle la vie" incarne des valeurs républicaines du "vivre ensemble"
- enfin, ces programmes font de l'audience, et font donc venir sur la chaîne des publics qui ne viendraient pas forcément sans ces programmations

## POINT SUR LES AUDIENCES

Premier élément de contexte : le poids des 6 nouvelles chaînes de la TNT s'est accru : les 6 offres "20 à 25" représentent désormais près de 8% de part d'audience. Les chaînes historiques ne représentent plus que 60%.

Le groupe FTV reste leader avec 28,6.

Le groupe TF1 est à 27,3 tandis que celui de M6 est à 14,2.

Au niveau des chaînes,

- France 2 passe de 14,3 à 12,4 (en raison de l'après midi),
- France 3 est stable avec 8,9,
- France 5 progresse, passe à 3,6 et devient clairement la 5ème chaîne du PAF
- France 4 est stable avec 1,9
- et de même pour France O avec 0,7.

À noter : France 4 devient la 1ère chaîne TNT à l'heure de la sortie de l'école (et même parfois la première chaîne tout court).

Au-delà des chiffres, des questions sont posées sur la "philosophie" du sujet : est-il important de faire de l'audience, ou pas ?

Réponse : oui et non !!

Il faut en fait qu'elle soit pertinente :

- il faut savoir se donner le temps, et voir comment les chiffres évoluent (sinon, jamais "Plus belle la vie" n'aurait connu le succès d'aujourd'hui)
- il faut aussi savoir évaluer la performance ; 1 million de téléspectateurs sur une soirée opéra en prime sur France 2 est un excellent résultat, alors que c'est un mauvais chiffre sur cette case.

#### DÉPART DE VINCENT MESLET

4

La présidente a réexpliqué que le départ de l'ancien directeur exécutif de France 2 n'est pas lié aux scores de l'après-midi. Elle demande désormais un "fonctionnement collectif" qui n'était pas dans les habitudes de la maison : "les prises de risque doivent être discutées ensemble".

#### LA SITUATION DE FRANCE INFO

Déjà, la direction est très satisfaite des chiffres : 18 millions de personnes passent par la chaîne d'info sur 1 mois, 10 millions par semaine, et 3 millions par jour.

Cela ne se traduit pas par une forte part d'audience (0,3%), mais ce n'est pas si mal pour une chaîne qui n'a que 3 mois. Il n'y a qu'à regarder les premiers mois ou les premières années de LCI, I télé ou BFM pour s'en convaincre.

Sur le numérique, la fréquentation a progressé de 37% en octobre.

À retenir aussi : les conclusions d'une enquête quali ! France Info est jugée différente, innovante, et la modernité est saluée. Revers de la médaille, certains lui reprochent aussi ce qui est apprécié : pas assez classique ! Pas assez de news dans les JT, et un côté un peu "fouillis".

Michel Field retient aussi la mixité entre les anciens et les jeunes, la parité, la diversité, la place des outre-mer, des régions... "On a quand même fait un truc incroyable" nous dit-il.

Des questions sont en cours de réflexion pour faire évoluer l'offre. Des pistes ont été évoquées. Certaines devraient apparaître courant janvier. Entre autres, des séquences envoyées des régions, sur 3'30 à 4', tourné en extérieur (avec l'événement de la semaine...). Chaque jour, un module diffusé 3 fois avec une antenne différente... 8 sites pilotes sont choisis pour expérimenter la formule.

Un point a été fait sur l'état du recrutement, (qui n'est pas achevé).

Un autre point a été fait sur le matériel (notamment caméras, micros et gestion du son). Enfin, sur la question du coût global du projet, la présidente répète qu'elle n'est pas en mesure de sortir un chiffre : il faudrait morceler des prestations qui existent pour l'ensemble des offres d'information (et entrer dans une logique de prorata, qui n'a aucun intérêt, nous explique-t-elle). Il est plus cohérent de s'intéresser aux surcoûts liés à l'existence de ce projet supplémentaire. Et ce coût marginal, c'est 15 millions d'euros.

Un point pose problème : les élus demandent la prolongation sur 2017 de l'organisation actuelle du dispositif de montage avec Télématin. À ce jour, la direction accepte, mais que pour deux mois...et reverra le point lors de la prochaine commission d'ajustement et de suivi sur la chaîne info.

#### POINT SUR LE BUDGET 2017

5

Les élus déplorent que l'engagement du gouvernement n'ait pas été respecté : il s'était engagé à faire évoluer la redevance de 2 euros. Au final, celle-ci ne progressera que pour compenser l'inflation (soit 1 seul euro) au motif qu'il ne fallait pas augmenter la pression fiscale.

De qui se moque-t-on ?

1 euro par an représente un peu plus de 8 centimes par mois (et 1 centime tous les 4 jours !!!). Au lieu de cela, une part supplémentaire sera prise sur les recettes de la taxe Copé (sur les fournisseurs d'accès à internet), recette beaucoup moins "sécurisée" que la redevance.

Restons objectifs : la ressource publique progressera quand même, à hauteur de 38 millions d'euros.

Côté recettes, nous apprenons aussi que l'assouplissement de la réglementation sur les parrainages nous sera favorable. Comme il n'y a pas de pub après 20h, les parrainages seront les seuls messages d'annonceurs sur le service public...et seront donc mieux mis en valeur, et donc valorisés.

En revanche, il faut s'attendre à une perte de 20 millions d'euros (en 2018 seulement) liée à la suppression de la pub sur les programmes jeunesse. Avec une question : pourquoi seulement sur le service public ???

L'autre point important sur ce budget, c'est la progression programmée du coût des grilles : + 35 millions (+ 16 sur l'info, et + 18 sur la création).

C'est la première fois depuis 2011 que la ligne budgétaire "programmes" est en progression.

Enfin, nous retenons aussi ce chiffre : l'objectif des "équivalents temps plein" pour 2017, à 9840. C'est quasiment identique à l'an dernier, mais en incluant les postes créés à France Info et en comptabilisant 106 non remplacements sur les 200 départs prévus de l'entreprise.

Suite aux débats, les élus ont rendu un avis négatif sur le budget (du fait de l'incertitude concernant les recettes, l'objectif d'équilibre qui apparaît fragile et la question des ETP qui laisse craindre des conséquences dans le réseau et dans les Outre-Mer).

### LE PROJET D'ÉVOLUTION DE L'ORGANISATION DU RÉSEAU FRANCE 3

En préalable, la direction rappelle qu'il s'agit de supprimer une strate : les 4 pôles. À une certaine logique de gestion trop prépondérante, la volonté est donc de redonner une bonne place à l'éditorial, nous dit-on. Les futurs DR seront donc des "gens de programmes".

L'objectif affiché est de gagner en fluidité, en rapidité de décision, pour plus de réactivité.

De leur côté, les élus rappellent la confusion dans la présentation du projet, et les questions qui sont toujours de mise ! Notamment celle-ci : quid de "l'autonomie relative" des futures régions ?

FO revient aussi sur les disparités qu'il y aurait entre les "petites" et les "grandes" DR, alors que la découpe risque par ailleurs d'être revue après les élections. Enfin, la "logique des cases" pour programmer le même type d'émissions au même moment pose souci. Si nous comprenons l'intérêt en terme de mise en valeur, cette stratégie irait à l'encontre des particularités locales (alors que ce qui "marche" à un endroit ne fonctionne pas forcément partout).

La direction réaffirme que France 3 étant une chaîne unique, il est logique qu'il existe une validation nationale des grilles. En revanche, ce n'est pas Paris qui décidera du contenu des cases. Il est juste normal, nous dit-on, que les difficultés puissent être examinées à l'échelle du réseau s'il y avait problème sur un programme.

Les élus restent interrogatifs à l'issue des explications données. En l'état, ils ont adopté un avis négatif à l'unanimité, et demandent que la direction sursoie à la mise en œuvre de ce projet.

POINT D'ÉTAPE CONCERNANT LE PROJET « NOUVEL OUTIL DE GESTION DES FRAIS DE MISSION »

La direction précise ce qu'il s'est passé depuis le dernier CCE. En particulier :

- expert désigné (SECAFI)
- déroulé des premiers ateliers avec des salariés concernés
- livraison d'une "base école" du logiciel.
- et engagement avec l'expert d'un travail de mesure du temps pour les tâches.

De leur côté, les élus évoquent les premiers retours dans ateliers, qui ont soulevé des inquiétudes (voire risques de RPS).

FO redit que le volet RH, et l'avancée de la partie GPEC doit être totalement liée à l'examen du projet. "Ce sera le cas" nous dit-on.

Nous rappelons que personne ne doit être "laissé au bord du chemin". De même, il existe des inquiétudes dans certains services, par rapport à des réductions d'effectifs prévisibles, liées aux baisses d'activité.

Nous soulevons aussi d'autres interrogations par rapport aux nombreuses fonctionnalités possibles du logiciel.

Enfin, il est essentiel aussi qu'un examen différencié soit effectué dans les différents types de services. Les conséquences ne seront évidemment pas les mêmes selon qu'il s'agit du siège, des grosses antennes, des émergentes, des locales, de la filière...

7

POINT SUR LA FONDATION FRANCE TELEVISIONS

La présidente nous explique qu'elle n'est pas favorable à une redistribution d'argent public dans les engagements de la fondation. Elle souhaite donc qu'une majeure partie des fonds proviennent des recettes publicitaires.

Avec un niveau "socle" des dotations à 200.000 euros par an (contre 670.000 euros auparavant), et la possibilité d'une évolution si les recettes publicitaires venaient à progresser. Le risque serait la disparition de la fondation, si la publicité venait à disparaître.

Les élus soulèvent l'intérêt de cette fondation (qui va fêter ses 10 ans en février 2017) : ses activités de mécénat s'inscrivent pleinement dans les missions de service public de l'entreprise.

Une piste possible serait que des partenariats soient trouvés avec d'autres entreprises (comme Radio France)... En sachant que la fondation de la radio publique récolte des fonds mais n'en consacre pas aujourd'hui, provenant de son propre budget.

## POINT FILIÈRE PRODUCTION : LE PLAN DE CHARGE 2017

La direction présente tout d'abord des chiffres :

- l'activité prévisible des équipes légères est réduite au niveau du réalisé 2016, essentiellement en raison du réseau régional (soit une baisse de 100 jours)
- l'activité devrait être identique pour la vidéo mobile (avec une baisse logique de la partie "régie flight" par rapport au volume 2016, incluant les JO)
- la post production "images" sera légèrement à la hausse (avec une progression d'activité sur les spectacles vivants)
- le site de vidéographie de Nancy, qui avait connu un premier semestre 2016 difficile, mais les choses vont beaucoup mieux aujourd'hui, avec une activité déjà calée jusque juin prochain. Le métier principal a glissé de la conception vers la fabrication ; si on constatera une baisse du chiffre d'affaire, il y aura en revanche une augmentation de l'activité.

Pour les élus, la préoccupation principale est donc logiquement ce constat de la baisse d'activité des équipes légères. La direction précise néanmoins qu'il ne s'agit que d'un prévisionnel établi à ce jour...ce qui ne veut donc pas dire que les commandes resteront à ce niveau.

La présidente a soulevé le fait que trop peu de services dans l'entreprise considèrent les "moyens internes" comme véritablement internes ! Les commandes se pratiquent trop souvent comme s'il s'agissait de prestataires extérieurs. C'est pourtant l'un des enjeux d'une entreprise unique de considérer les choses autrement.

Le point s'achève par une inquiétude concernant le secteur HMC (habillage, maquillage, coiffure) et l'idée éventuelle d'externaliser. Les élus mettent en garde contre les risques de conflictualité et psycho-sociaux qu'une telle orientation risquerait d'entraîner. La direction réexaminera le sujet.

## LE PLAN DE CHARGE À LA FABRICATION DU SIÈGE

Un topo a été effectué sur les plateaux et régies hors JT et chaîne info (qui, eux, tournent à plein, et n'ont pas été comptabilisés dans la présentation.

L'utilisation du plateau C, notamment, est en baisse : 182 jours contre 222 en 2016. L'explication principale est le fait qu'il n'a pas été possible de trouver un 4ème jeu à pouvoir fabriquer en interne.

À ce sujet, même si la direction n'a pas de chiffre précis à nous donner ce jour, plus de la moitié des jeux mis à l'antenne est fabriquée en interne.

On note par ailleurs la baisse du volume d'activité "plateau" pour Envoyé Spécial" et "Thalassa" (sans projection au-delà du premier semestre).



Enfin, le constat sur l'activité des équipes légères est le même au siège qu'en province : le volume prévisionnel est réduit d'une centaine de jours.

## PLAN DE FORMATION 2017

Tout d'abord, quelques chiffres pour présenter le plan...

13.568 stagiaires devraient être accueillis, pour un total de 158.865 heures.

Soit une moyenne de 27,8 heures en moyenne par collaborateur (soit de l'ordre de 4 jours) !

Le tout pour un budget de 28 millions d'euros...ce qui représente 4,4% de la masse salariale.

Cet autre chiffre attire notre attention : 20% de ce budget devrait être consacré au financement d'actions individuelles.

Concernant le réseau France 3, il a été constaté que le budget était en baisse de 5%, ce qui a occasionné des avis négatifs dans les CE de pôles.

La direction précise à ce sujet :

- que ce pourcentage est hors période de professionnalisation
- et qu'il faut corréliser la diminution des enveloppes locales avec la prise en charge des formations "dynamiser l'offre d'information régionale" par le Central.

Malgré ces éléments, la commission emploi formation a maintenu sa préconisation d'avis négatif, au motif que l'enveloppe budgétaire reste insuffisante face aux enjeux. L'avis négatif a été adopté à l'unanimité.

9

## LES ENTRETIENS

En marge des débats sur le plan, un topo a également été effectué par rapport aux entretiens annuels et professionnels.

Le DRH nous explique que nous avons trop souvent capitalisé sur le seul entretien annuel. Il s'agit de savoir faire la promo de l'entretien pro pour surtout ne pas le galvauder. Pour y parvenir, il est préconisé que la période de déroulé soit moins concentrée, pour que l'entretien puisse être de meilleure qualité au moment le plus adapté par rapport à l'activité.

Par ailleurs, la direction ne voit pas d'inconvénient à ce que l'entretien puisse être conduit par un adjoint, si cela peut être plus profitable.

## QUESTIONNAIRES DE DÉCLARATION DE CONFLITS D'INTÉRÊT

Une information a été faite aux élus sur l'élaboration de documents, en application des articles consacrés à ce sujet dans l'accord collectif de 2013.

Rien de bien nouveau, a priori, mais les débats (et les nombreuses questions citant des exemples) ont montré que certaines situations peuvent être très complexes, et les frontières ne sont pas toujours évidentes à définir.

Difficile, donc, d'en faire le tour durant les quelques minutes de ce point.

Il sera intéressant de prolonger la réflexion, et aussi que la direction établisse une bonne communication sur ce qu'il faut savoir à ce sujet. Nous y reviendrons...

---

*Enfin, les élus du CCE ont adopté à l'unanimité une motion de soutien au personnel de France Info radio, en grève ce jeudi, par rapport au projet d'élaboration de flash tout image par les équipes de Radio France.*

Paris, le 15 décembre 2016

10

---